



La coopération civilo-militaire dans la cyberdéfense

Chapitre 1 : La Silicon Valley, siège d'une nouvelle étape dans la coopération civilo-militaire ?

Dans un discours d'avril 2015, le secrétaire de la Défense des États-Unis Ashton Carter a détaillé la stratégie américaine en matière de cyberdéfense. Selon lui, cette stratégie passe par une coopération plus étroite entre les secteurs civil et militaire, en particulier entre la Silicon Valley et le Pentagone.

La Defense Innovation Unit Experimental (DIUx): le Pentagone s'implante dans la Silicon Valley

En novembre 2014, le gouvernement américain a présenté la *third offset strategy*. Il s'agit de la création d'un groupe de recherche au sein du Département de la Défense (*DoD*) qui, tout en développant des partenariats avec des entreprises privées, travaille sur cinq domaines techniques : la robotique, la miniaturisation, les métadonnées, les systèmes autonomes et l'impression en 3D. Selon le *DoD*, la maîtrise de ces éléments constitue la clé de la puissance militaire américaine sur la scène internationale de demain.

Depuis plusieurs années, le *DoD* cherche à s'implanter dans la *Silicon Valley*. Ashton Carter, physicien de formation, a donc choisi d'y présenter sa nouvelle feuille de route cyberdéfense, sur le campus de l'université de Stanford. Il a ainsi annoncé qu'une antenne du *DoD* s'implanterait dans la région : le *Defense Innovation Unit Experimental (DIUx)*. Active depuis août 2015, sa mission est de renforcer les partenariats qui existent dans la région, d'en créer de nouveaux, d'effectuer une veille technologique, et de servir d'antenne locale pour le *DoD*. Elle serait composée de militaires, de réservistes et de civils. Cette unité est dirigée par un spécialiste, George D. Duchak, qui a été à la tête de l'*Information Directorate*, division de l'*Air Force Research Laboratory (AFRL)* en charge du *command, control, communications, computers and intelligence* et des technologies cyber.

Les instituts civilo-militaires : une priorité pour Barack Obama.



DR

L'*AFRL* est le pivot de la stratégie de partenariat engagé par le Pentagone dans la *Silicon Valley*. Sa fonction est de piloter la découverte, le développement et l'intégration des technologies militaires aux forces aériennes, spatiales et cyber. La Maison Blanche a donc annoncé le 28 août 2015 que l'*AFRL* investirait 75 millions de dollars dans la création d'un institut composé de 96 grandes entreprises (*Apple, Boeing,...*), de 11 laboratoires de recherche, de 42 universités, et de 14 institutions publics. Ce nouvel institut, mené par la *FlexTech Alliance*, a pour objectif de développer des circuits électroniques imprimés qui seront fixés sur des supports extensibles et souples. Il s'agit de la *flexible technology*. Elle pourrait, par exemple, être intégrée aux objets électroniques portables, aux appareils médicaux, aux véhicules connectés et aux technologies non polluantes. Les secteurs civils et militaires en seraient tous deux bénéficiaires.

La *FlexTech Alliance* n'est pas le premier institut lancé par Barack Obama. Depuis 2012, six autres instituts tournés vers les hautes technologies sont apparus. Le premier, situé dans l'Ohio, le *National Additive Manufacturing Innovation Institute*, y développe les impressions 3D. Cette politique industrielle a également des répercussions économiques avantageuses puisqu'elle aurait créé, selon le *DoD*, 900 000 emplois depuis 2010.

Les difficultés d'une coopération nécessaire entre la Silicon Valley et le gouvernement fédéral

Ashton Carter a dû convaincre les entreprises de la *Silicon Valley* de coopérer avec le *DoD* car, ces dernières, telles *Apple* ou *Facebook*, ont souvent montré des réticences à de tels partenariats, réticences qui se sont renforcées depuis les révélations d'Edward Snowden sur l'espionnage des utilisateurs par la *NSA*.

Il faut ajouter que cette coopération n'en est qu'à ses balbutiements. En effet, une partie de l'opinion publique craint les dérives qu'elle peut présenter, notamment en matière d'espionnage ou de robotique. En outre, ces nouvelles technologies ne sont qu'au stade expérimental.

La coopération entre les secteurs civil et militaire pour la cyberdéfense ne se limite pas aux technologies de pointe. En avril 2015, le *DoD* a également annoncé le développement d'un vivier de réservistes riche de son expérience professionnelle dans le secteur privé. En France, le ministère de la Défense emploie 4 300 personnes spécialistes de la cyberdéfense. La création d'une réserve à vocation opérationnelle a été annoncée en janvier 2015 et testée en mars 2015.